

ASKLÉPIOS

Revue de l'association des amis du musée du service de santé des armées au Val-de-Grâce



Directeur de publication : Olivier Farret – Rédacteur en chef : Jean-Dominique Caron

Impression Commissariat des Armées – IR – PGP" Prix : 5 euros

Dépôt légal : septembre 2024 – ISSN : 2677-5174

numéro 17

Sommaire

| | |
|---|----|
| Le mot du rédacteur en chef | 2 |
| Détachement à Montpellier d'élèves de la Promotion 1945 de l'École du service de santé militaire de Lyon | 2 |
| <i>MG (2s) François-Marie Grimaldi</i> | |
| Médecin-Capitaine Robert Lion (1909-1944) Docteur Pascal Campbell | 5 |
| Guy Charmot, une figure de l'engagement citoyen pour de jeunes collégiens | 6 |
| <i>Promotion Guy Charmot - Classe de 3e5, Collège Charles Péguy</i> | |
| Le médecin colonel Jean Toureng Médecin-chef de l'hôpital militaire de Grenoble sous l'occupation italienne et allemande (1943-1944) Dominique Vidal | 7 |
| La présence française en Albanie (1916-1920) MGI (2s) Olivier Farret | 12 |
| Les tombes des soldats français morts pendant la Grande Guerre | 17 |
| <i>LCL (er) Christian Benoit</i> | |
| Officiers du Service de santé militaire et montures attribuées en temps de paix | 18 |
| <i>COL (h) Jean-Pierre Capel</i> | |
| Lu pour vous | 18 |
| <i>Jean-Dominique Caron, Olivier Farret</i> | |
| Musique au Val-de-Grâce Saison 2024-2025 | 19 |
| Recommandations aux auteurs | 20 |

Le mot du Président

Lors des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, les armées françaises étaient au rendez-vous pour la sécurité des jeux mais aussi lors des épreuves sportives.

Le sait-on vraiment que sur les 64 médailles olympiques remportées par la France, 21 sont attribuées aux sportifs de haut niveau de la Défense : 4 médailles d'or, 6 d'argent et 11 de bronze. Ces médaillés font partie de l'Armée de champions héritée du bataillon de Joinville et composée de sportifs militaires des différentes armées (terre, air, marine et gendarmerie).

Vingt-huit athlètes de l'Armée de champions ont participé aux Jeux Paralympiques. Ils totalisent 25 médailles sur les 75 : 6 en or, 5 en argent, 14 en bronze. L'image la plus spectaculaire de ces jeux paralympiques est peut-être l'arrivée des athlètes du paratriathlon sur le pont Alexandre III avec en mur de scène l'hôtel national des Invalides. Quelle leçon d'histoire !

Le 24 février 1670, par l'ordonnance de Saint-Germain, Louis XIV annonçait la création « *d'un Hostel que Sa Majesté a résolu de faire incessamment construire pour y loger tous les officiers et soldats tant estropiés que vieux et caduques* ». Le Roi estimait « *qu'il étoit bien raisonnable que ceux qui ont exposé librement leur vie et prodigué leur sang pour la défense et le soutien de notre Monarchie... jouissent du repos assuré à nos autres sujets et passent le reste de leurs jours en tranquillité.* » Il y a 350 ans, en avril 1674, Louis XIV signait l'édit de fondation de l'Institut royal des Invalides et près de 6 000 invalides seront admis dans « *le grand hostel* » entre 1676 et 1690.

L'Institution nationale des invalides, « pôle de référence » du handicap, est la digne héritière de l'établissement créé par Louis XIV, accueillant les blessés de guerre de tous les conflits et les victimes d'attentats. Symbole fort de l'attachement de la Nation au devoir de réparation, l'Institution nationale des invalides est la « *Maison des Invalides* »¹. Déjà en 1721, Montesquieu écrivait : « *Je crois que c'est le lieu le plus respectable de la terre.* »²

MGI (2s) Olivier Farret

¹<https://www.invalides.fr>

²Montesquieu, *Lettre persanes* (1721), Lettre LXXXV, T1, <https://gallica.bnf.fr>

Le mot du rédacteur en chef

Après un été chaud et olympique, le nouveau numéro d'Asklépios reste fidèle au Devoir de mémoire, raison d'être de notre revue.

C'est ainsi que le MG (2s) François-Marie Grimaldi évoque le détachement dans plusieurs villes de facultés d'un certain nombre de « Santards », compte tenu de l'exiguïté des locaux de l'École de santé de Lyon. Quelques uns choisissent Montpellier : la plupart seront les grands noms du Service de santé de l'après-guerre, en particulier pendant la guerre d'Indochine dont nous commémorons les 70 ans de la fin en cette année 2024.

Une décennie plus tôt le médecin-capitaine Robert Lyon tombait pour la France comme médecin du « commando Kieffer ». Son parcours est rappelé par le Docteur Pascal Campbell.

C'est à la suite de sa visite du musée du SSA, sous la conduite de notre président, que les élèves de la « Promotion Guy Charmot-classe de 3^e 5 » du collège Charles Péguy du Chesnay-Roquencourt nous évoquent de ce Compagnon de la Libération dont l'engagement les a impressionnés.

Le Docteur Dominique Vidal retrace l'histoire de l'hôpital militaire de Grenoble sous l'occupation allemande en 1943-1944 et du rôle primordial joué par le médecin colonel Jean Toureng, issu de l'École de santé militaire de Lyon, et qui eut la lourde tâche, durant cette période difficile, d'être l'interlocuteur d'une administration d'occupation particulièrement hostile. 80 ans après la libération de la ville, cette évocation rend justice à la mémoire d'un officier exemplaire du SSA pendant près de 35 ans.

Le MGI (2s) Olivier Farret nous rappelle la présence française en Albanie de 1916 à 1920, et évoque plus particulièrement le cimetière militaire français de Korça.

En complément, le LCL (er) Christian Benoit, historien de la Société des amis du musée de l'armée, dresse un bilan chiffré des tombes des soldats français morts pendant la Grande Guerre.

Enfin le COL (h) Jean-Pierre Capel, toujours à la recherche de documents insolites, nous décrit les modalités d'attribution des montures aux officiers du Service de santé militaire, selon un décret du 21 février 1910... Une autre époque !

Une riche iconographie accompagne chaque article, présentant tant des documents d'époque grâce aux collections d'archives particulières que des clichés d'une grande qualité et en couleur que permet désormais la technologie numérique. Cette iconographie renforce un peu plus l'hommage à nos grands anciens.

Bonne lecture de ce n°17 de la revue de l'AAMSSA.

MCS (h) Jean-Dominique Caron

Détachement à Montpellier d'élèves de la Promotion 1945 de l'École du service de santé militaire de Lyon

En mémoire et à partir de documents fournis par Pierre BOURREL Lyon 1945 - Professeur-agrégé du Pharo (Chirurgie), médecin général inspecteur(2s) (8 février 1926 - 3 novembre 2023)

Mardi 8 mai 1945. La reddition de l'Allemagne est signée à Berlin. La guerre est finie !

Mardi 16 octobre 1945. Les élèves de la 1^{ère} promotion d'après-guerre rejoignent l'École du service de santé militaire de Lyon. Ils ont entre 19 et 20 ans.

Bombardés le 26 mai 1944 (Fig.1), les bâtiments de façade détruits ont été rasés et le passage béant est fermé par une palissade en bois. Ce n'est pas cela qui empêchera les Santards¹ de « faire le mur » en passant entre les planches disjointes !

Sur plus d'une centaine d'élèves de cette promotion une trentaine, dont Pierre Bourrel, font rapidement le choix de la Section coloniale. En effet, depuis 1925, l'École de Lyon offre la possibilité à ceux qui le désirent, d'opter pour une carrière outre-mer, « coloniale », possibilité autrefois réservée aux seuls élèves de l'École de Bordeaux. Mais à Santé navale ce choix ne se faisait qu'en fin d'études.

Ce n'est que le samedi 11 mai 1946 que les élèves des promotions 1942, 1943, 1944 et 1945 sont présentés au Drapeau de l'École. Ils sont aux ordres de leur nouveau directeur, le médecin colonel René Liégeois (Lyon 1913) (Fig. 2 & 3).



Fig.1 - Mai 1944. Façade détruite de l'École du service de santé militaire ©André Gamet



Fig 2 - École de santé de Lyon - 11 mai 1946. Pierre Bourrel est en arrière-plan à droite du médecin général Raymond Debenedetti, Directeur général du Service de santé, au képi à feuilles d'acanthé. 2^{ème} à gauche Sauveur Verdaguer © P. Bourrel

¹Élèves de l'École du service de santé militaire de Lyon.

Lors de la même cérémonie, le médecin général Debenedetti remet la Croix de guerre 39-45 au drapeau de l'École que lui présente le médecin aspirant Georges Armstrong².



Fig. 3 - 11 mai 1946. Remise de la Croix de guerre © Bondroit

Devenue trop petite, l'École propose aux élèves d'être détachés auprès des facultés d'Alger, de Marseille, de Montpellier, de Nancy, de Paris, de Strasbourg, de Toulouse...

Avec plusieurs de ses camarades, Pierre Bourrel choisit de poursuivre ses études à Montpellier, prestigieuse et plus ancienne université médicale du monde. Pour la plupart, cela les rapproche surtout de leurs familles dans le Sud-ouest.

Ils rejoignent cette ville le 1^{er} septembre 1948 et s'installent dans la caserne de Lauwe. Bâtiment religieux du XIX^e siècle, le petit séminaire Saint-Firmin a été transformé en caserne après la loi de séparation des Églises et de l'État de 1905. Hôpital complémentaire pendant la Grande Guerre, puis à nouveau en 1939, cette caserne a accueilli dès l'occupation de leur École en 1940, les élèves de Santé navale de Bordeaux.

Cet imposant édifice dont les bâtiments entourent une cour carrée n'est pas sans leur rappeler Lyon. Siège de la Milice depuis 1943 et jusqu'en août 1944, des résistants y furent torturés dans les sous-sols comme dans ceux de l'École de santé : triste similitude (Fig. 4 & 5)...



Fig. 4 - La caserne de Lauwe dans les années 50 © Internet

²Fait prisonnier sur la RC4 en Indochine en octobre 1950, détenu 4 ans au Camp N°1, Georges Armstrong a donné son nom à la promotion 2022 de l'École de santé des Armées de Lyon-Bron.

³Caserne du 81^e Régiment d'Infanterie avant 1914, elle porte le nom du Capitaine Michel Chombard de Lauwe, officier de cette unité, mort au combat le 11 septembre 1918 dans l'Aisne. Actuellement elle abrite la Cité scolaire Françoise Combes.

La « caserne » leur offre le gîte et le couvert dans un cadre militaire. Les élèves sont logés dans des chambres organisées autour d'une pièce commune sur laquelle s'ouvrent quatre petits box individuels.



Fig. 5 - Allée d'accès à la caserne de Lauwe © Internet

Cela permet à Maurice Bessodes⁴, Pierre Bourrel⁵, Louis Chamorin⁶ et Sauveur Verdaguer⁷ d'avoir à la fois une vie communautaire de « coturne⁸ », mais aussi une certaine intimité. Chaque box est fermé par une porte vitrée occultable par des rideaux. Ils y disposent d'un lit métallique, d'une armoire, d'un bureau et d'une chaise... Le luxe... ! (Fig. 6 & 7)

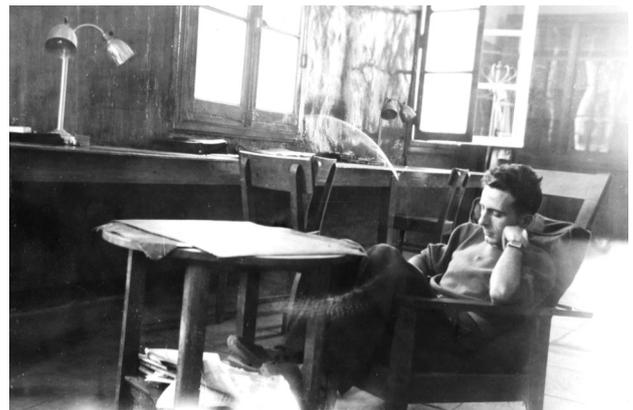


Fig. 6 - 1949. Sauveur Verdaguer dans la partie commune partagée avec ses camarades sur laquelle s'ouvrent leurs box individuels © P. Bourrel



Fig. 7 - 1950. Pierre Borrel dans son box en patalon et chemise kaki © P. Bourrel

⁴1925-2006

⁵1926-2012

⁶1926-2023

⁷Ceux qui partagent la même turne, la même chambre.

En quittant le 14 avenue Berthelot de Lyon, ils ne sont pas vraiment dépaysés. Outre la grande cour carrée, les sanitaires sont communs dans les couloirs, les repas se prennent au réfectoire, une grande salle est réservée au sport.

Ils y sont cependant « *enfermés du lundi matin au samedi fin d'après-midi en dehors des cours à la Fac* », écrira Pierre Bourrel.

Pour cette rentrée 1948, ils se présentent à la Faculté et à l'hôpital en uniforme avec le képi au bandeau de velours cramoisi sans broderie, orné du large galon d'élite doré, en chemise, veste et pantalon kaki et en cravate beige clair. Ils arborent sur leur veste le nouvel insigne de l'École créé en 1947, associant les blasons des villes de Strasbourg et de Lyon, surmontant la devise « *Pro Patria et Humanitate* » (Fig. 8). Ceux qui ont choisi la « Colo » ne portent comme signe distinctif que l'ancre d'or sur leurs épaulettes noires de médecin aspirant.



Fif. 8 - Insigne de l'ESSM. 1947

La caserne de Lauwe est à peu près à égale distance de la faculté et de l'hôpital Saint-Eloi. La plupart de leurs stages se feront dans cet hôpital où la clinique médicale B, service renommé et recherché du professeur Gaston Giraud, doyen de la Faculté de 1941 à 1960, les verra pratiquement tous passer (Fig. 9).



Fig. 10 - Devant le porche d'entrée de la caserne de Lauwe. Leçon d'équitation.

A la fin du 1^{er} semestre 1951, les épreuves de Cliniques sont passées, la préparation des thèses se termine.

Le 27 juillet 1951, dix jours après son mariage, auquel assistaient trois de ses camarades, Pierre Bourrel soutient sa thèse à Montpellier traitant de « *La granulie hépatique autonome* », localisation au foie de la tuberculose.

Le même mois, Sauveur Verdaguer passe aussi sa thèse (Fig. 11) : « *Étude comparative des antigènes au formol et à l'alcool dans la pratique du sérodiagnostic de brucellose : à propos de 113 malades suivis en clinique* ». Il sera biologiste...



Directeur de la Clinique médicale B, le doyen Giraud avait coutume, à la fin de chaque semestre, de se faire photographier avec les stagiaires et son équipe. Sur les deux clichés, la quasi-totalité des stagiaires et une partie de l'équipe appartiennent à la promotion 1944-1951 des étudiants montpelliérains.

Fig. 9 - Cerclés de gauche à droite : Pierre Bourrel, le Pr. Giraud et Sauveur Verdaguer © P. Bourrel

Les années passent vite, à la fois studieuses et détendues en ce lendemain de guerre.

En dehors des stages et des cours, les élèves ont la possibilité de s'essayer à l'escrime ou à l'équitation (Fig. 10). Ils ont fière allure en tenue de sortie, chemise blanche et cravate noire, même si les houseaux, ces guêtres vieillottes de protection des mollets et de la culotte de cheval, sont moins seyantes que les bottes rutilantes en cuir des « vrais » cavaliers qu'ils croisent... Certains de leurs camarades passeront le brevet parachutiste à l'École des troupes aéroportées à Pau.



Fig. 11 - Juillet 1951
Après sa thèse, S. Verdaguer devant la statue de Lapeyronie. Faculté de médecine de Montpellier © P. Bourrel

Leurs chemins, communs depuis le 16 octobre 1945, se séparent alors.

Sauveur Verdaguer part pour l'École d'application du service de santé pour l'armée de terre au Val-de-Grâce à Paris.

Pierre Bourrel rejoint l'École d'application du service de santé des troupes coloniales à Marseille avec ses deux autres « coturnes », Bessodes et Chamorin. Ils entament à partir du 1^{er} octobre 1951 le stage de médecine tropicale au Pharo, auquel tous ceux de la Section coloniale de Lyon et la quarantaine d'élèves de Santé navale, aspirent depuis longtemps.

Mais depuis quelques temps, la guerre fait rage en Indochine. La moitié de la promotion du Pharo doit y partir ! Avant le concours de sortie et l'amphi-garnison décidant des affectations, un accord tacite entre les élèves fait que les célibataires se portent tous « volontaires » pour l'Indochine.

Jeune marié, Pierre Bourrel voguera « vers l'Afrique infernale » qu'il avait chantée avec ardeur et plus précisément vers Lambaréné au Gabon⁸. S'orientant définitivement vers la chirurgie, ce sera le début de sa carrière coloniale puis marseillaise au service des lépreux et de l'orthopédie¹⁰.

Parmi ceux de la promotion 1945 de Lyon, coloniaux ou métropolitains réunis, douze seront à Diên Biên Phu : Guy Calvet, Jean Dechelotte, Michel Defayolle, Ernest Hantz, André Jourdan, Patrice Le Nepvou de Carfort, Henri Prémillieu, Alphonse Rivier, Louis Staub, Jean Thuries, Sauveur Verdaguer¹¹ et Jean Vidal. Plusieurs y seront blessés et la plupart seront faits prisonniers le 7 mai 1954...

Si les « détachés », loin des yeux des chefs et en nombre restreint dans chaque ville, ont créé entre eux des liens de camaraderie particuliers, ils n'oublieront pas leur École d'origine. Ils y avaient été admis et « intégrés¹¹ » ; ils y ont découvert l'« esprit de la boîte », la cohésion, l'exemple et la mémoire des Anciens...

La reconstruction de l'École, 14 avenue Berthelot, puis son transfert à Bron ont rétabli une unicité de lieu, un creuset qui permet le maintien du sentiment d'appartenance à une grande et même famille.

La faculté de médecine de Montpellier n'a pas oublié les Santards ni les Navalais passés dans ses amphithéâtres et hôpitaux au cours de la Guerre 39-45 ou immédiatement après.

Les noms de François Jubin (promotion ESN - École de santé navale - Bordeaux 1938), Fernand Navello (ESN 42), Emile Pardé (ESN 43), tous trois morts en 1944 pendant la campagne de France, et de Alain Bersihand (ESN 42), Henri Gaussen (ESN 41), Pierre Gontier (Lyon 37), Robert Pradel (ESN 43), Paul Rouvière (ESN 48) et Henri Sérizier (ESN 42), morts en Indochine entre 1946 et 1954, sont gravés sur les plaques commémoratives dans le hall de la faculté, au même titre que ceux des étudiants et médecins civils.

Remerciements aux familles de Pierre Bourrel et de Sauveur Verdaguer pour leur accord et leur aide.

MG (2s) François-Marie Grimaldi¹²

⁸Milléleri JM. Gabon Magazine 2009.

[Milleliri Bourrel Schweitzer Gabon magazine 2009.pdf](http://milleliri_bourrel_schweitzer_gabon_magazine_2009.pdf)

⁹Desrentes M. Biographie.

<http://aaap13.fr/asso/ssa/dm/BOURRELPierre.pdf>

¹⁰Sauveur Verdaguer, dernier médecin survivant de Diên Biên Phu, est décédé le 30 mars 2023.

¹¹Bizuté...

¹²Lyon 1966. Ancien chirurgien des hôpitaux des armées.

Contact francois-marie.grimaldi@orange.fr

Médecin-Capitaine Robert Lion (1909-1944)

6 juin 1944 - 6 juin 2024



Médecin Capitaine Robert LION

Membre du Commando n°4 britannique de la 1^{re} BFMC au côté de tes 176 camarades français qui ont débarqué le 6 juin 1944 sur la plage de Riva Bella, médecin du « commando Kieffer », tu as été l'un des premiers à fouler le sol de France pour le libérer du joug de la folie hitlérienne.

Très rapidement, vers 9 heures, tu as exercé ton art pour donner les premiers soins à ton camarade Paul Rollin et tu as été à ton tour atteint d'une balle mortelle en cette rue Pasteur devant ce qu'il reste du casino transformé en bunker.

Tu étais le chef de la section médicale de ce commando avec les infirmiers L/Sgt Ouassini Bouarfa, et L/cpl Gwen-Aël Bolloré (dit Bollinger) sans oublier l'Aumonier Captain René Paulin de Naurois et le caporal Pierre Vinat (Troops 1 mais ancien infirmier) tué le 11 juin à Amfreville.

In memoriam

Docteur Pascal CAMPBELL

Membre de l'Association des Amis du Musée du Service de Santé des Armées

(AAMSSA)

campbell.pascal@gmail.com

Document déposé par l'auteur le 6 juin 2024 devant la stèle du
Médecin Capitaine Robert Lion

Robert-Victor LION est né le 26 mai 1909 à Neuilly sur Seine dans le département de Seine et Oise. Son père Albert, était professeur et sa mère Suzanne Hélène Oulmann, était au foyer comme c'était la coutume de ce début de siècle.

Il fait sa scolarité dans cette même ville et obtient son baccalauréat. Après une année passée en Angleterre probablement pour perfectionner son anglais, il revient en France et se lance dans les études de Médecine et nous le retrouvons interne à l'hôpital de Villeneuve Saint-Georges entre 1933 et 1936 où il est interne en chirurgie. Bien qu'il officie en chirurgie, il présente sa thèse en 1935 avec un sujet de psychiatrie :

« Contribution à l'étude de la vie et l'œuvre de Freud : genèse et évolution de la pensée freudienne »

Médecin, la défaite de 1940 le fait entrer en résistance et on le retrouve en Algérie où il est dénoncé comme juif et résistant et interné dans l'un des camps que le régime de Vichy installe dans tout le Maghreb pour les juifs, les résistants et autres étrangers. C'est à Ifrane au Maroc qu'il se retrouve probablement jusqu'en automne 1942 suite à la libération de ces territoires après l'Opération Torch à partir du 8 novembre 1942. D'autres sources indiquent qu'il se serait évadé de ce camp pour rejoindre Londres et la France Libre.

Bien qu'il eût reconnu son dénonciateur au sein des membres de la France Libre, il est volontaire pour s'engager dans les commandos que Philippe Kieffer organise. Ces commandos français suivent une formation très dure avec les anglais en particulier en Ecosse au camp de Achnacarry, réputé pour son « enfer » !

On retrouve Robert Lion au printemps 1944 comme responsable de la section sanitaire du Premier Bataillon de Fusillers Marins Commando intégrée au Commando N°4 sous les ordres du Colonel Robert Dawson intégré à la Première Brigade Spéciale des Commandos britanniques de Lord Lovat. Cette section comprend outre lui-même, médecin capitaine, deux infirmiers, Gwen-Aël Bolloré et Ouassinni Bouarfa, seul commando d'origine algérienne, et l'Aumonier René Paulin de Naurois.

Ainsi, il débarque le 6 juin vers 7H30 à Colleville sur Orne avec ses 176 camarades sur la plage nommée Sword au lieu-dit « La Brèche ». Et très rapidement il prodigue les premiers soins en particulier au Commandant Kieffer et à son infirmier Bouarfa blessés sans oublier probablement d'autres commandos.

Vers 9 heures il accompagne la Troop 1 (compagnie) devant le casino, objectif principal. Là il se précipite avec Bolloré au secours de Paul Rollin blessé à la tête par un sniper allemand se sentant protégé par le brassard à la croix rouge qu'il porte à son bras. Il est atteint à son tour d'une balle mortelle.

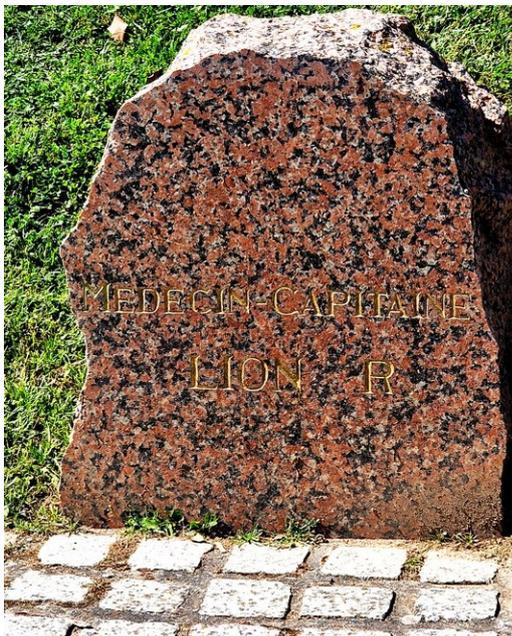
Il sera enterré dans une fosse provisoire à Ouistreham avec ses camarades tombés ce premier jour du débarquement, le 6 juin 1944, puis certainement transféré soit dans le cimetière britannique de Hermanville ou celui de Ranville où l'on retrouve certains de ses camarades, mais son corps n'a pas été identifié.

Le médecin-capitaine Robert-Victor LION, mort pour la France, a été nommé à titre posthume, au grade de Chevalier de la Légion d'Honneur (décret du 21 octobre 1944) et s'est vu attribuer la Croix de Guerre avec Palme de Bronze.

Son nom a été donné à l'hôpital provisoire créé dès la fin juillet 1944 dans le Grand Séminaire de Bayeux et au centre médical de la Base des Fusiliers Marins et Commandos de Lanester.

Une stèle porte son nom au monument dit « La Flamme » à Ouistreham en l'honneur des 177 commandos français qui débarquèrent sur cette plage le 6 juin 1944.

Docteur Pascal Campbell (AAMSSA)



Stèle de Robert Lion à Ouistreham © P. Campbell

Guy Charmot, une figure de l'engagement citoyen pour de jeunes collégiens

Notre revue Asklépios (n°15) a rendu compte de la venue à l'École du Val-de-Grâce de la classe Défense-Sécurité-Globale de 3^{es} du collège Charles Péguy du Chesnay Rocquencourt. Une visite du musée du Service de santé des armées organisée par le président de l'AAMSSA a permis d'évoquer aux jeunes générations l'histoire pluriséculaire du secours aux blessés selon la devise « Votre vie, notre combat ». La transmission de cet héritage s'est aussi concrétisée par un travail mémoriel remarquable des élèves sous la conduite de leur professeur d'histoire, madame Isabelle Coquillard, membre de l'AAMSSA. Ils ont choisi Guy Charmot, médecin militaire, Grand Officier de la Légion d'honneur, Compagnon de la Libération.

MGI (2s) Olivier Farret



Les élèves de la classe Défense (3^{es}) encadrés par les autorités de l'EVDG
© Monsieur Teste EVDG

Dans la cadre du dispositif de Classe Défense-Sécurité-Globale, la classe de 3^{es} du Collège Charles Péguy (Le Chesnay-Rocquencourt), a pu vivre une année de partenariat avec l'École du Val-de-Grâce. Au fil d'échanges centrés sur la médecine militaire et ses liens avec le monde civil, des notions d'engagement et des valeurs républicaines, les élèves ont découvert l'ordre des Compagnons de la Libération (sur une idée de Médecin général Olivier Farret). Le médecin Guy Charmot a particulièrement retenu leur attention à tel point qu'ils se sont intéressés plus précisément à son parcours de médecin militaire engagé dans la Libération de la France en 1945. Aussi, la « Promotion Guy Charmot » du Collège Charles Péguy vous invite à découvrir le parcours du médecin qui aura en quelque sorte parrainé cette année.

Guy Charmot (1914, Toulon - 2019, Marseille) nous a intéressé par son parcours d'homme engagé au service de la France et des autres, son action dans des causes humanitaires.

Né dans une famille de fonctionnaires, Guy Charmot entre dès 1934 à l'École du Service de Santé Militaire à Lyon (ESSM), comme « Santard » (c'est le surnom donné aux élèves). Cette école a pour but de former les médecins et les pharmaciens militaires. Ses études achevées, Guy Charmot rejoint l'École d'application du service de santé des troupes coloniales, à Marseille, au Pharo (1939). Devenu médecin-lieutenant d'active au 49^e Régiment d'artillerie coloniale (49^e RAC), Guy Charmot est affecté dans le secteur de la Sarre. Il débarque à Batié (dans l'actuel Burkina-Faso) pour prendre la suite de Marcel Orsini, dans la lutte contre le trypanosome (parasite à l'origine de la trypanosomiase).

C'est en septembre 1940, alors en mission au Cameroun comme médecin au Bataillon de Marche n°4 (BM 4), que Guy Charmot décide de rallier les Forces Françaises Libres. Bien qu'il ne puisse entendre l'appel de de Gaulle sur les ondes de la BBC le 18 juin 1940, Guy Charmot ressent l'armistice voulu par Pétain comme une humiliation et une négation des valeurs républicaines et démocratiques de la France.

Il prend part à la campagne de Syrie en juin 1941 avec le bataillon de marche n°4, le BM 4, puis le suit en Éthiopie et au Liban en 1942, en Libye en 1943. À la fin de la guerre, son bataillon déplore 850 tués. Guy Charmot reçoit la croix de la Libération des mains du Général de Gaulle le 30 juin 1944 à Marcianise, en reconnaissance de son courage au cours des combats des 17 au 20 mai 1944 en Italie. En août 1944, Guy Charmot est blessé au cours du débarquement en Provence avec la 1ère Division Française Libre lors des combats pour la libération de Toulon. Donc, par décret du 20 novembre 1944, Guy Charmot est Compagnon de la Libération, c'est-à-dire membre de l'Ordre de la Libération créé le 16 novembre 1940 par le Général de Gaulle, pour distinguer les personnes qui se sont particulièrement engagées dans la libération de la France et de ses colonies. Le jour de l'Armistice, il signe sa demande de départ colonial et part pour le Tchad.

Après la Seconde Guerre mondiale, Guy Charmot débute une carrière de médecin des Hôpitaux d'Outre-mer et professeur agrégé du Service de Santé des Armées. Spécialiste de médecine tropicale, il devient Professeur à l'Institut de médecine et d'épidémiologie africaine. Il devient le président de la Société de Pathologie exotique.

Au cours de sa vie, Guy Charmot s'est engagé au service des autres aussi bien dans le domaine médical que dans le domaine militaire. Ses actions militaires sont la preuve de son courage et sa détermination à défendre la liberté dans tous les contextes. Ses actions en tant que médecin montre sa volonté de porter secours aux plus faibles. Selon nous, les actions de Guy Charmot sont dignes d'admiration. Son engagement et son courage font de lui un exemple inspirant d'un citoyen engagé.

Nous avons été touchés de découvrir en faisant cette recherche qu'en 2019, la promotion d'élèves-praticiens de l'École de Santé Militaire de Lyon-Bron avait aussi choisi d'être la « Promotion Guy Charmot ».

La « Promotion Guy Charmot - Classe de 3^e5 », Collège Charles Péguy (Le Chesnay- Rocquencourt)

Sources :

Henri WEILL, *Les compagnons de la Libération. Résister à 20 ans*, éd. Privat, 2021.

Hommage au médecin-colonel Guy Charmot par l'ESA.

L'ordre de la Libération, article « Guy Charmot » :

<https://www.ordredelaliberation.fr/fr/compagnons/guy-charmot>

Santards Navalais Traditions :

<https://sites.google.com/view/santards-navalais-traditions/histoire/illustres-anciens/parrains-de-promotions/charmot-guy-1914-2019>

Le médecin colonel Jean Toureng

Médecin-chef de l'hôpital militaire de Grenoble sous l'occupation italienne et allemande (1943-1944).

Dans le cadre d'une conférence sur l'histoire de l'hôpital militaire de Grenoble-La Tronche dont les bâtiments ont été récemment démolis, nous avons entrepris une recherche sur l'organisation de cet hôpital sous l'occupation de 1943 et 1944, car il y avait très peu d'information sur cette période. En partant du nom d'un médecin chef de l'époque et par une minutieuse recherche généalogique sur internet, nous avons pu retrouver son petit-fils, Monsieur Gilles Toureng, qui nous a fort aimablement ouvert ses archives familiales. Cela nous permet aujourd'hui de sortir de l'oubli ce médecin-chef de l'hôpital militaire et de dégager son rôle pendant la période trouble de l'occupation italienne puis allemande.

Il faut rappeler qu'à la fin du XIX^e siècle la garnison de Grenoble comptait 10 à 12 000 hommes des troupes de montagne. L'hôpital militaire de Grenoble, devenu vétuste, était situé en plein centre-ville. La construction d'un nouvel hôpital destiné à soutenir ces troupes créées en 1888 pour défendre la frontière des Alpes fut décidée. Un hôpital pavillonnaire moderne de 250 lits, intégrant les avancées pasteuriennes en matière d'hygiène fut construit à La Tronche et rendu fonctionnel dès juin 1911. Lors de la Grande Guerre, les troupes alpines partirent sur le front des Vosges et l'hôpital militaire dut doubler sa capacité pour faire face à un afflux massif de blessés venant des frontières. La paix revenue il retrouva ses missions traditionnelles jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.

En mai et juin 1940 l'offensive allemande provoque la débâcle de l'armée française, mais les troupes allemandes sont stoppées à Voreppe par l'armée des Alpes. La France est défaite mais Grenoble restera en zone libre et l'hôpital militaire assurera le soutien médical et la sélection des soldats de l'armée d'armistice ; il recevra de nombreux malades et prisonniers rentrant des camps d'Allemagne. À partir du 11 novembre 1942 et du franchissement de la ligne de démarcation, Grenoble est sous occupation italienne.

Le médecin général Bergeret, médecin-chef de l'hôpital militaire, organise la dispersion du matériel médical avant l'arrivée des troupes d'occupation italiennes. Les italiens souhaitent s'y installer mais Bergeret les dissuade arguant du danger de contagion, car l'hôpital accueille de nombreux tuberculeux. Ils implanteront alors l'*Ospedale militare italiano* dans les locaux du prestigieux et immense lycée Champollion. Dès janvier 1943 le médecin lieutenant-colonel Jean Toureng est nommé médecin chef de la place et de l'hôpital militaire de Grenoble, à la suite de Bergeret.

Avant de présenter l'action de Jean Toureng sous l'occupation italienne, de janvier à septembre 1943, puis allemande jusqu'au 22 août 1944, il est nécessaire de présenter son parcours de médecin militaire qui fut en tout point exemplaire depuis la Grande Guerre.

Jean Toureng un officier exemplaire du service de santé militaire de 1914 à 1940

Jean Toureng, est né à Carcassonne le 29 septembre 1894 ; il est le fils d'Auguste, agrégé de physique, originaire de Montgaillard dans l'Ariège, et de Louise Ronquet. Il a dix-neuf ans lorsqu'il réussit le concours d'entrée à l'école du Service de santé militaire de Lyon. Il intègre l'école de l'avenue Berthelot, le 10 octobre 1913. Les élèves, soumis à une discipline militaire sévère, suivent l'enseignement universitaire de la faculté de Médecine de Lyon consacré à l'étude de l'anatomie. Le 1^{er} août 1914, l'ordre de mobilisation générale est décrété. Le règlement de l'école de santé militaire prévoyait qu'en cas de mobilisation les élèves de troisième année étaient nommés au grade de médecin auxiliaire comportant un galon d'adjudant.



Jean Toureng
médecin auxiliaire
pendant la Grande Guerre
© Collection particulière

Jean Toureng n'a suivi qu'une année de médecine, son bagage médical est bien léger mais qu'importe en ces circonstances exceptionnelles, il est mobilisé. Il est affecté au 30^e bataillon de chasseurs alpins qu'il rejoint dès le 4 août à Jausiers, dans la haute vallée de l'Ubaye. Le bataillon, mis en route vers les Vosges, se positionne au col de Bramont aux avant-postes de la frontière. Le jeune médecin auxiliaire participe aux opérations d'Alsace et s'illustre par sa bravoure.

Il est cité à l'ordre de la VII^e armée le 9 octobre 1915 :
« À l'attaque du 22 juillet 1915 est parti de sa propre initiative avec la section de première ligne, y a soigné des blessés, malgré les balles et les grenades, a continué son service pendant toute la journée avec le plus absolu mépris du danger. Le 23 juillet, deux brancardiers du bataillon envoyés par lui pour relever un blessé en avant des lignes ayant été mortellement frappés, s'est hardiment porté au secours du blessé : a réussi à le ramener, ainsi que les corps des deux brancardiers. »

Le bataillon part dans la Somme en 1916 ; il libère le village de Curlu occupé par les Allemands tout en subissant de lourdes pertes. Toureng est blessé par un éclat d'obus provoquant une forte hémorragie à la tempe droite. Il obtient une nouvelle citation à l'ordre du 20^e Corps d'armée le 30 août 1916 :
« Au bataillon depuis le début de la campagne, ne cesse de se faire remarquer par sa bravoure, son

entraîn, son dévouement. Demande à aller toujours plus avant ; déjà cité à l'ordre de l'armée pour un acte d'héroïsme, s'est encore prodigué au dernier combat où il était blessé d'un éclat d'obus à la tête. »

Médecin auxiliaire d'une bravoure et d'une énergie remarquable depuis le début de la campagne il est inscrit au tableau spécial de la médaille militaire le 17 juillet 1917. Nommé Médecin aide-major de 2^{ème} classe à titre temporaire le 29 septembre 1918, il est à nouveau cité à l'ordre de la division début octobre 1918 puis, fin octobre, à l'ordre du bataillon pour les combats de la Pleine-Selve, tenant des postes de secours avancés avec son mépris du danger au cours desquels il est sérieusement intoxiqué par les gaz.

Jean Toureng a pris une part effective, d'août 1914 à décembre 1918, à l'ensemble des combats du 30^e bataillon de chasseurs, l'une des unités les plus valeureuses de la Grande Guerre. Toureng, comme ceux qui ont fait toute la campagne dans ce bataillon titulaire de 6 citations, a droit, à titre individuel, au port de la fourragère à la couleur de la Légion d'honneur attribuée au 30^e bataillon de chasseurs.

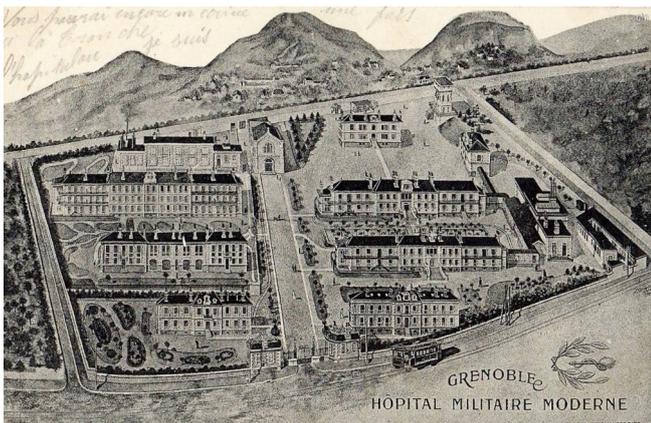
Pendant la Grande Guerre l'école de Santé militaire de Lyon a été le site d'un important hôpital complémentaire ce qui imposa, après l'armistice une remise en état des locaux avant de pouvoir recevoir à nouveau les élèves. La rentrée ne fut possible que le 30 octobre 1919, L'état d'esprit est bien différent de ce qu'il était lors de sa première année d'études car sur 542 médecins auxiliaires mobilisés 45 élèves sont morts à la guerre ; aussi la discipline est assouplie et indulgente pour ces élèves qui, comme Jean Toureng, sont des officiers, certes temporaires, mais titulaires de citations et de décorations prestigieuses. Les autorités de l'école leur laissent porter leurs grades acquis au combat. Toureng a 25 ans lorsqu'il lui faut reprendre et terminer ses études de médecine interrompues cinq ans plus tôt. Il soutient sa thèse intitulée *Ascaridiose et puerpéralité*.

Promu médecin aide-major de 1^e classe (lieutenant), il est nommé chevalier de la Légion d'honneur à son arrivée à l'école d'application du Val-de-Grâce. À l'issue de son stage, Jean Toureng est affecté à l'armée du Levant et embarque à Toulon, le 12 juin 1921 pour Beyrouth. Il est alors affecté au 2^e bataillon du 47^e régiment de tirailleurs algériens puis au 36^e régiment de tirailleurs tunisiens. Il rejoint ensuite la mission hydrographique de l'Euphrate le 14 février 1922 et participe à l'exploration de ce fleuve dans sa partie qui traverse la Syrie tout en prodiguant des soins aux tribus bédouines.

Pour son action, il est cité à l'ordre du corps d'armée avec croix de guerre TOE. Il contribue à la publication d'une carte géographique, conservée depuis 1922 au Museum national d'Histoire naturelle à Paris. Il rejoint la France le 28 décembre, affecté au 22^e régiment d'artillerie de campagne à Versailles, puis au 1^{er} régiment de génie. Promu médecin major de 2^e classe en juin 1923, il se marie le 3 juillet 1923 avec Jeanne Chassaingne.

Désigné pour l'École de guerre en novembre 1928, il est ensuite affecté au 1^{er} bataillon de dragons portés à Versailles, puis au 154^e régiment d'artillerie à Grenoble. Promu médecin commandant le 25 décembre 1932, il est affecté au Ministère de la Guerre, avec un poste à la Section technique du service de santé (l'ancêtre de l'Institut de recherche biomédicale des armées) puis à la direction du Service de santé.

À la déclaration de guerre, il est affecté à l'état-major de la VI^e armée pour la mobilisation. Le 18 février 1940 il est médecin chef de la brigade de Haute montagne et le 10 avril, directeur du service de santé du corps expéditionnaire en Scandinavie. Pendant la campagne de Norvège il fait preuve d'esprit d'organisation malgré les conditions très difficiles en partie liées aux destructions de matériel par les bombardements ennemis. Jean Toureng s'y est illustré notamment le 28 avril 1940 où il assure le relevage des blessés au milieu de l'incendie et des explosions d'un dépôt de munitions ; il reçoit une citation à l'ordre du Corps d'armée. Le 28 mai les chasseurs alpins s'emparent de Narvik, seule victoire de la France en 1940. Face à la débâcle française qui s'annonce, Toureng est immédiatement rapatrié d'Angleterre le 2 juin 1940 et affecté à la réserve de personnel sanitaire de la gare régulatrice de communication de Vénissieux.



Hôpital militaire de la Tronche © Google

Jean Toureng sous l'occupation : une place peu enviable à la tête de l'hôpital militaire de Grenoble

L'armistice du 22 juin 1940 prévoit que les troupes soient désarmées sauf celles nécessaires au maintien de l'ordre. Cette armée d'armistice conserve le Service de santé militaire pour en assurer le soutien médical. Jean Toureng est promu au grade de médecin lieutenant-colonel le 25 juin 1940 et affecté à l'état-major puis il sera médecin chef de l'école militaire d'Aix en Provence. L'armée d'armistice est dissoute le 27 novembre 1942 et Jean Toureng est nommé médecin chef de la place et de l'hôpital militaire de Grenoble en janvier 1943.

Grenoble est sous occupation italienne. Toureng prend la suite de Bergeret à la tête de l'hôpital militaire. Il achève la construction des terrasses climatiques du pavillon des contagieux, en particulier pour les soldats tuberculeux. Cependant la situation devient beaucoup plus compliquée et dangereuse sous l'occupation

allemande à partir d'octobre 1943. Ses rapports avec l'occupant sont dignes mais froids et distants.

L'hôpital militaire est contraint de soigner des soldats allemands et Toureng, sans jamais abdiquer ses prérogatives de chef, fait traîner en longueur la prise de possession de l'hôpital par les Allemands. Tandis qu'il organise discrètement le camouflage d'une importante quantité d'instruments de chirurgie envoyée aux résistants du secteur de l'Oisans, il permet à deux de ses collaborateurs de l'hôpital militaire de rejoindre la résistance. Le 3 avril 1944 vers 21 heures 30, une dizaine de résistants armés pénétrant dans l'hôpital militaire, maîtrisent les gardiens. Ils emportent du matériel et du linge d'hôpital avant de repartir par la route de Chambéry. Après ces faits, Jean Toureng proteste contre l'arrestation d'un des employés ce qui lui vaudra de partir encadré par les mitrailleurs des miliciens pour un interrogatoire. Les forces allemandes durcissent alors le régime de l'hôpital et installent une formation sanitaire qui contrôle strictement l'accès à l'hôpital. Toureng réussit à s'y maintenir avec son personnel dans deux pavillons sur lesquels il impose que flotte le drapeau français face au drapeau hitlérien. Entre le 14 juillet et le 15 août, alors que le médecin commandant des FFI Jean Batailh organise le service de santé de Grenoble-ville, Toureng se met secrètement à la disposition des FFI avec tout son établissement, personnel et matériel. Il renseigne Jean Batailh sur les pertes allemandes quotidiennes. Le 21 août la formation sanitaire allemande quitte l'hôpital sur ordre, laissant 200 blessés allemands et un médecin qui se rend à Jean Toureng.

Le 22 août 1944, Grenoble se libère. La joie intense de la libération est de courte durée pour Toureng qui, dès le lendemain, est cette fois arrêté, avec un de ses adjoints, par des résistants en mitrailleurs car suspectés de collaboration. L'hôpital militaire est pillé par quelques habitants de La Tronche.



Les personnels de l'hôpital militaire de la Tronche le 30 avril 1940
© Collection particulière

Le médecin capitaine Robert Tissot prend la suite du lieutenant-colonel Toureng à la tête de l'hôpital militaire. Engagé tôt dans la résistance début 1943, Robert Tissot a organisé le service de santé de la résistance en Oisans. Désigné médecin chef de l'Oisans et de l'hôpital FFI de l'Alpe d'Huez, par le Dr Flandrin, médecin chef départemental FFI. Avec le grade de médecin capitaine (fictif), il a mis en place et dirigé

l'hôpital clandestin de l'Alpe d'Huez. Le 14 août 1944, lors d'une offensive allemande contre les maquis de l'Oisans, il a dû prendre la décision d'évacuer cet hôpital dans des conditions difficiles et sous le feu ennemi. Les blessés sont amenés vers le refuge de la Fare, perché dans les alpages à 2280 mètres d'altitude, ce qui lui vaut une citation. En effet, il pouvait craindre la barbarie nazie pour ses blessés et ses personnels soignants, car on se souvient que le 27 juillet 1944 lors de l'attaque de l'hôpital de la grotte de la Luire en Vercors les allemands ont achevé les blessés, ont fusillé les médecins et fait déporter les infirmières. Rappelons que le médecin aspirant Emile Pardé venait d'être abattu avec ses blessés lors de l'attaque du lac du Poursollet en Oisans, le 13 août 1944.

Robert Tissot évoque la libération de Grenoble le 22 août :

« Ayant appris que la route de Grenoble est libre, nous regagnons la voiture et fonçons dans la direction de Pont de Claix, le capot de notre véhicule dument orné d'un drapeau donné par un patriote vizillois. À mesure que nous approchions de Grenoble, nous voyons de plus en plus d'engins militaires : jeeps de toutes formes et de tous tonnages, tanks, autochenilles, canons automoteurs etc. Sur le bord de la route, les habitants, par groupes serrés, nous regardent passer et brandissent des drapeaux en poussant des cris de joie et des vivats. Les mots sont impuissants pour dépeindre la joie qui règne dans la cité. Les rues sont bondées de gens qui nous acclament. Nous avons vraiment l'impression que la victoire a transformé les Français et effacé toutes les causes de discorde. Hélas, nous devons rapidement déchanter car à l'hôtel de la Division où nous nous précipitons, les couloirs sont déjà pleins de solliciteurs vêtus de splendides uniformes sentant la naphthaline. Ils nous considèrent de haut en bas lorsqu'ils nous voient débarquer, déchirés, maigres, sales et bronzés par la vie au grand air... Nous arrivons cependant jusqu'au chef d'état-major. Il attribue à mon groupe la tâche de prendre en main la direction de l'hôpital militaire. C'est là que nous passons dans le travail et les difficultés d'organisation, les premières semaines après la libération. »

Jean Toureng, réintégré après la Libération de Grenoble

Une période difficile a commencé pour Jean Toureng lorsqu'il a été emmené pour interrogatoire. De son côté le médecin commandant des FFI Jean Batailh parviendra à le faire libérer en apportant son témoignage et attestant qu'il a toujours été résistant tout en continuant à assurer son service hospitalier.

« J'ai été en relation avec lui au printemps 1944, témoigne Jean Batailh, et, dès ce moment, il était acquis à la résistance. Il a reçu des blessés du maquis en les camouflant à la barbe des boches. Par l'intermédiaire du docteur Barre, de Jeunesse et montagne, il m'a fait tenir une importante quantité d'instruments de chirurgie que j'ai pu envoyer au docteur Flandrin, du secteur de l'Oisans. Entre le 14 juillet et le 15 août, alors que j'organisais le service de santé de Grenoble-ville par ordre du docteur Flandrin et que j'avais besoin de l'hôpital militaire pour le cas où il y aurait des combats de rue en ville, je lui ai expliqué le rôle que j'avais à jouer et le but de ma mission. Il s'est mis totalement à la disposition des FFI avec tout son établissement, personnel et matériel. J'ai pu, grâce à lui, connaître les pertes allemandes quotidiennes et soumettre ces renseignements à l'Etat-major. En somme, son attitude vis-à-vis des FFI, a été loyale, franche, cordiale. Il a marché avec nous la main dans la main. »

Jean Toureng reprend son poste de médecin chef de l'hôpital en octobre 1944 jusqu'au 16 mars 1945 alors qu'il est affecté par le ministère de la guerre en tant qu'adjoint au directeur du service de santé de l'Armée des Alpes. Mais au mois de mai aucune décision de réintégration n'a encore été prise. Son chef, le médecin colonel Guillaume, en fait la demande en rappelant les services qu'il a rendu à la résistance dès le printemps de 1944, et souligne « *ses belles qualités professionnelles, sa haute valeur morale et son caractère de chef qui le désignent pour un rôle de premier plan* ». Son maintien en activité sans interruption de service est finalement publié au journal officiel le 28 juin 1945. Cela fait dix longs mois depuis le 22 août 1944.

Lors de son départ de l'hôpital militaire de Grenoble, le 10 avril 1945, son adjoint, le médecin commandant Tène, a prononcé un discours qui témoigne du respect et de l'attachement de tout le personnel :

« Mon colonel, si certains départs sont empreints de mélancolie, le vôtre se fait sous le signe de l'allégresse. Vous nous quittez dans la joie pour une place enviée et si votre mutation nous a surpris par sa soudaineté, le regret que laisse en nous votre départ est apaisé par la satisfaction de voir vos désirs enfin réalisés : partir aux armées. Certes, cette place vous l'avez bien méritée et votre situation depuis votre arrivée à cet hôpital à la fin 1942, n'était guère enviable. Les épreuves de toute sorte ne vous ont pas été épargnées et vous les avez surmontées avec habileté. Sous l'occupation italienne puis allemande, vous avez organisé la dispersion et le camouflage d'un matériel et de ressources importantes qui ont servi à satisfaire les nombreuses demandes des unités de la libération. Vous avez fait traîner en longueur la prise de possession de cet hôpital par les allemands et vous avez réussi à vous y maintenir dans deux pavillons, en conservant la gestion de tout votre matériel. Vos rapports avec l'occupant furent rares et toujours empreints de la plus parfaite dignité. Jamais, à cette époque vous n'avez abdiqué vos prérogatives de chef et cela vous a valu, un beau matin, de partir, encadré par les mitraillettes des sbires de la « gestapo milicienne », à la suite de vos protestations, lors de l'arrestation d'un de vos employés. Si le drapeau hitlérien flottait, arrogant au fronton de notre hôpital, vous avez eu votre revanche, en recevant la reddition du médecin allemand qui venait se mettre sous votre protection lors du départ précipité de ses compatriotes, le 21 août. Cette satisfaction fut éphémère et votre joie de la Libération fut gâtée, dès le lendemain, par des excès regrettables. Vous fûtes, à nouveau, arrêté et, en compagnie de notre camarade Sempe, vous connûtes, pour la seconde fois le cortège, humiliant, celui-là, de mitraillettes françaises. Je dois exprimer au médecin commandant Batailh, notre reconnaissance humaine pour la rapidité avec laquelle il obtint votre liberté. Dans une situation arbitraire et confuse, qui n'aurait abouti qu'au chaos, sans la sagesse tardive de nos dirigeants responsables, vous avez montré de la patience, de la sérénité, du sang-froid, et vous avez conservé votre place avec le seul souci d'accomplir votre devoir de Médecin-chef. Enfin, cette dégradation morale qui nous fut imposée dans le retrait du port de l'uniforme et qui ne se justifiait pas pour des médecins, dont le devoir était tout tracé, servir à la place qui leur était assignée, vous l'avez, comme nous, subie avec aigreur, mais avec dignité, fier, à juste titre, de votre passé militaire prestigieux. Pour nous, en ces heures pénibles, vous avez été un exemple et vous êtes resté notre chef, un chef ferme, mais tellement compréhensif et bienveillant. Heureusement ce cauchemar est terminé. Demain, vous allez reparcourir les plaines lumineuses de cette Italie, vous regrez ces pentes du Monte Tomba où,

il y a vingt-huit ans déjà, comme médecin auxiliaire et sous-aide major au 30^e bataillon de chasseurs, vous participiez aux hauts faits de cette unité d'élite, à fourragère rouge, qu'attestent les plus beaux fleurons de votre Croix-de-guerre. »

Le 25 septembre 1945, promu au grade de médecin-colonel, Jean Toureng, est à nouveau affecté comme médecin chef de l'hôpital militaire de Grenoble. Sur sa demande il est rayé des contrôles des cadres le 1^{er} juin 1946 et il passe dans le cadre des officiers de réserve. Il sera promu commandeur de la Légion d'honneur en 1950.

80 ans après la Libération : hommage mémoriel rendu au médecin-colonel Jean Toureng.

Nous avons suivi le parcours du jeune santard mobilisé pour toute la durée de la Grande Guerre. Remarqué pour sa bravoure et son dévouement au service des blessés, il revient à l'école de santé militaire avec

Jean Toureng, resté fidèle à sa vocation, achève rapidement ses études ; il est une recrue solide pour le Service de santé militaire. Cependant avec un parcours universitaire interrompu, il fait partie d'une génération sacrifiée sur le plan scientifique et médical. Certes, après cinq années de pratique sur le terrain il a acquis une expérience sans équivalent en médecine d'urgence et chirurgie ou psychiatrie de guerre ; il sera capable de prendre en charge toutes les situations, de la mission en territoire d'opération extérieure au Levant et en Syrie, jusqu'aux fonctions en état-major puis dans le corps expéditionnaire en Scandinavie et à l'hôpital militaire de Grenoble sous l'occupation. Pendant cette dernière période, Jean Toureng illustre la délicate position du médecin militaire qui soigne malades et blessés quelle que soit leur appartenance parmi les belligérants, tout en conservant ses objectifs de la mission au service de la patrie. À quelques semaines d'intervalle, Jean Toureng est interrogé par la Gestapo et la Milice, puis est arrêté par les résistants. Mais naturellement on ne peut douter de sa loyauté envers la Résistance et la France ; les témoignages écrits en 1944 et 1945, du Docteur Batailh et du colonel Malraison, ancien commandant de la subdivision de l'Isère, sont là pour le confirmer. Toureng fut un médecin-chef courageux et tenace, un vrai français, un vrai résistant, mais il est resté discret sur ces activités dans l'ombre, au service de la Résistance, et l'on peut penser qu'il fut particulièrement affecté par l'humiliation et la suspicion dont il fut l'objet à la Libération.

Jean Toureng décède le 24 avril 1994 à Grenoble à l'âge de 99 ans, il y a juste 30 ans, dans la plus grande discrétion.

Je dois dire qu'ayant servi plus de 25 ans au CRSSA, établissement qui occupait les locaux de l'hôpital militaire, je suis surpris et affligé de n'avoir jamais entendu prononcer son nom dans cet établissement. Le 8 mai 2024, dans le petit village de Biviers, tout près de Grenoble et de La Tronche, nous avons pu rendre hommage au médecin-colonel Jean Toureng, et le sortir d'un oubli injuste.

Dominique Vidal (AAMSSA)

Chevalier de la Légion d'honneur en 1921, officier en 1936 et commandeur en 1950, Jean Toureng était titulaire de la Croix de guerre 14-18 avec cinq citations, de la Médaille militaire (1917), de la Croix de guerre TOE (1922), de la Croix de guerre 39-45, de la croix de la bravoure Roumaine, de la médaille italienne commémorative de la guerre italo-autrichienne 1915-1918, ainsi que de la médaille de la défense norvégienne (1940).



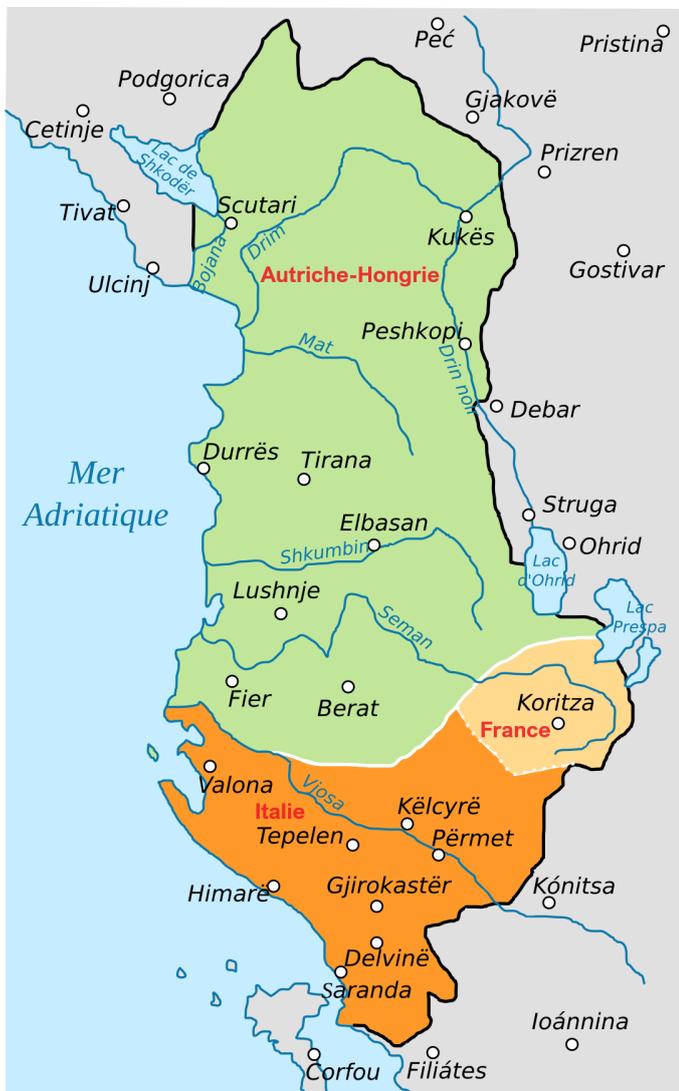
Le médecin-colonel Jean Toureng en 1950
© Collection particulière

Sources bibliographiques et documentaires

1. Archipal (collectif), *La Tronche, de l'hôpital militaire au CRSSA, un siècle des Services de Santé et de Recherches des armées*, Association pour la recherche et la connaissance de l'histoire et du patrimoine de La Tronche, 2014, 60 pages.
2. Archives départementales de l'Isère, 13 R 910, Rapport quotidien de la préfecture de l'Isère au Verbindungsstab (kommandantur).
3. Archives personnelles de Madame Danielle Bourgeat, fille de Robert et Monique Tissot.
4. Archives personnelles de Monsieur Gilles Toureng, petit-fils de Jean Toureng.
5. Girardier Gilles, *La Résistance des médecins en Dauphiné (1940-1944). Contribution à l'étude de la Résistance nationale du service de santé*, Thèse de médecine soutenue à la Faculté de Médecine de Grenoble, 1973, 87 p.
6. Marotte Charles, *Cinquante ans d'histoire de l'école du service de santé militaire de Lyon*. Bonnefon, Lyon, 1943, 325 p.
7. Toureng Jean, *Ascaridiose et puerpéralité*, Thèse de médecine soutenue à la Faculté de Médecine et de Pharmacie de Lyon, 1921, 56 p.
8. Vidal Dominique, *L'hôpital militaire de Grenoble - 1910 - 2013, élément de la chaîne de soutien médical du combattant et centre d'expertise biomédicale de défense*. Discours de réception à l'Académie delphinale. *Bulletin de l'Académie Delphinale*, n°5, 2024.
9. Wey Raymond. « Hôpital des armées Émile Pardé, Grenoble », dans P. Cristau et R. Wey, *Les hôpitaux militaires au XX^e siècle*. Le cherche midi, Paris, 2006, 176-181.

La présence française en Albanie (1916-1920)

En 1916, l'Albanie est le théâtre d'enjeux majeurs pour l'Armée d'Orient commandée par le général Maurice Sarrail : prendre à revers les troupes allemandes et austro-hongroises dans le sud de la Macédoine afin de sécuriser le flanc gauche des armées alliées, empêcher les communications entre la cour d'Athènes germanophile¹ et les Puissances centrales et assurer les lignes de ravitaillement avec l'allié italien². Sous la pression des Alliés, les Grecs, occupant le sud de l'Albanie dès octobre 1914, sont contraints de se retirer. En juin 1916, le général Sarrail fait occuper le *kaza* de Korça³ puis établit la liaison en février 1917 avec les troupes italiennes débarquées en Albanie, à Valona (Vlora), point de départ de la conquête de l'Albanie méridionale. Ainsi est établie une ligne de communication entre l'Adriatique et le camp retranché de Salonique, réduisant la durée du trajet depuis la France et les risques de mer avec le torpillage par les U-Boote allemands.



Occupation de l'Albanie (1914 -1918)
par l'Autriche-Hongrie (vert), la France (jaune) et l'Italie (orange).
© <https://commons.wikimedia.org>. Rowanwindwistler

¹Le roi Constantin de Grèce, beau-frère du kaiser Guillaume II, est pour le maintien de son pays dans la neutralité jusqu'à son abdication forcée en juin 1917. Venizélos fait basculer la Grèce dans le camp de la Triple-Entente.

²Général Descoins, *Six mois d'histoire de l'Albanie, novembre 1916 - mai 1917*, présenté par Grégor Marchal, www.gregor-marchal.fr

Les troupes françaises en Albanie

De 1916 à 1920 la plupart du contingent français déployé sur le territoire albanais venaient essentiellement des colonies. Ce choix s'est opéré en fonction de l'adaptation des troupes au climat. À ces troupes s'ajoutaient des régiments d'infanterie de métropole.

Le 2 octobre 1916, le 1^{er} chasseur d'Afrique, conduit par le colonel de Fourtou, prenait possession de Korça, après avoir pris la ville de Pogradetz à la suite de violents combats contre les troupes bulgares. Considéré par le général Sarrail comme l'officier le plus compétent et le plus avisé, le colonel Henri Descoins⁴, ancien chef d'expédition d'état-major des Dardanelles, est chargé de la mission militaire en Albanie⁵. Parmi les troupes qui se sont illustrées en Albanie, on peut citer le 2^e bataillon de tirailleurs indochinois (BTI), deux régiments de Zouaves (2^e et 13^e) déployés sur zone dès l'arrivée de l'armée française ; leurs unités sont dispersées sur tout le territoire durant plusieurs mois. Ces troupes sont renforcées par des bataillons de tirailleurs sénégalais qui participent aux combats et aux offensives en 1917. Les cavaliers du 1^{er} régiment de marche des spahis marocains, après avoir combattu en Macédoine, en Bulgarie et en Serbie, vont servir en Albanie⁶, avec les 1^{er} et 8^e régiments de chasseurs d'Afrique. Ce sont les seules unités de cavalerie qui ont opéré dans cette zone. En 1918, les compagnies du 1^{er} BTI en Macédoine et du 2^e BTI en Albanie participent à des assauts contre les tranchées bulgares, à des coups de main, puis aux grandes attaques de 1918⁷. Le 5^e bataillon de tirailleurs algériens (du 1^{er} RTA) est resté jusqu'à la fin de l'occupation française en 1920. Il part ensuite pour Constantinople⁸.

La République de Korça

Ainsi, les Confins albanais administrés par la France s'étendent sur un territoire de 2 500 km² entre le lac d'Ohrid et les hauts sommets des montagnes du Pinde. Située au sud-est de l'Albanie, Korça est la ville principale, un grand centre commercial où cohabitent des populations de langues et de religions différentes, des Albanais et des Grecs, des musulmans majoritaires et des chrétiens orthodoxes. Ainsi la population du *Kaza* de Korça et des localités environnantes compte 122 315 habitants. Les premières mesures vont à la population ; des wagons de sacs de farine arrivent en gare de Florina ; les sacs sont ensuite transportés à dos de mulets jusqu'à Korça. Des semences sont distribuées en échange d'une partie de la récolte pour les besoins de l'armée française⁹.

³Kaza : ancienne division administrative ottomane correspondant à une sous-préfecture. Korça, Kortcha ou Koritza chef-lieu du district.

⁴Le colonel Descoins sera promu général de brigade en 1923.

⁵Stefan Popescu, *Les Français et la République de Kortcha (1916-1920)*, Presses universitaires de France, 2004, téléchargé sur www.cairn.info

⁶Bahija Simou, *La contribution marocaine à la Première Guerre mondiale*, in *L'Empire colonial français dans la Grande Guerre* (dir. Jeanne-Marie Amat Roze et Christian Benoit), DACRES Éditions, 2021, p.89.

⁷Michel Bodin *Les soldats indochinois durant la Grande Guerre*, *ibid*, p.175.

⁸Les troupes françaises en Albanie : panneaux d'informations, mis en place par l'Ambassade de France en Albanie, situés dans le cimetière militaire français de Korça.

⁹Sources : Ambassade de France en Albanie.

Les Français permettent l'émergence d'un régime politique. Le 10 décembre 1916, le colonel Henry Descoins signe un *Protocole* avec les notables albanais dirigés par Thémistocle Germeni, ancien héros de l'indépendance, en vue d'une administration conjointe du territoire. La « République de Korça » déclare son autonomie.



Cathédrale orthodoxe de la Résurrection du Christ (1994)
© Olivier Farret 2023

Le drapeau albanais rouge à l'aigle bicéphale¹⁰, cravaté aux couleurs de la France, flotte sur tous les édifices de la région. Les forces de police et la gendarmerie mobile albanaises, chargées du maintien de l'ordre intérieur, sont placées sous l'autorité du commandant militaire français. La France met sur pied des institutions judiciaires, en particulier avec la création d'un *Conseil de guerre du territoire de Korça*, composé d'officiers français et un *Tribunal prévôtal* pour les affaires civiles¹¹. Les Français organisent la poste, frappent la monnaie ; le franc albanais est instauré dont la parité avec le franc français est établie par un décret militaire signé par le général Sarrail¹².

L'administration sanitaire, dirigée par le médecin major Danos, soigne les troupes ainsi que l'ensemble de la population au sein d'un hôpital militaire. Un hôpital civil ouvre ses portes en 1918.

¹⁰Le drapeau de l'Albanie est facilement reconnaissable par son fond rouge avec un aigle bicéphale. Ses racines remontent au Moyen Age, époque où l'aigle bicéphale était le symbole courant dans l'héraldique byzantine et plus tard ottomane. L'aigle symbolise la liberté et la force du peuple albanais, tandis que la couleur rouge représente le courage et le sacrifice héroïque pour qui protègent la souveraineté du pays face aux envahisseurs et aux oppresseurs tout au long de l'histoire du pays.
<https://histoiredesdrapeaux.com>

¹¹Stephane Popescu, op.cit,

¹²Jean-Yves Le Naour, *Front d'Orient 1914-1919, Les soldats oubliés*, Éditions Gaussien, 2016, p.155.

Le vétérinaire aide-major de 1^{ère} classe Bonhomme dirige le service vétérinaire. Les militaires français se sont particulièrement intéressés aux transports :

« *Nous avons organisé, avec des animaux de bât du pays, des convois libres analogues à ceux qui fonctionnent au Maroc. Ces excellentes petites bêtes faisaient un trajet journalier moyen de 50 km avec une*



Mosquée Il jaz Bej Mirahoui (1496)
© Olivier Farret 2023

charge utile de 80 kg. Douze cents chevaux de bât étaient ainsi en service au début de mai 1917 » (colonel Descoins).

On peut citer aussi la reconnaissance et la mise en valeur des ressources minières par le lieutenant du génie Bidon, ingénieur des mines. Le géographe de la Sorbonne, Jacques Bourcart, mobilisé en Albanie, entreprend une reconnaissance méthodique de l'ensemble des ressources naturelles des confins albanais sous administration française¹³.

En 1918, les Français et les Italiens partent à la contre-offensive et occupent l'ensemble de l'Albanie ; la zone côtière sera occupée jusqu'en 1920 par les Italiens, et la zone montagneuse par les Français¹⁴. Le départ des Français en juin 1920 met un terme à la petite République autonome.

Le Lycée français de Korça

En 1917, est instituée la *Direction de l'enseignement*. Le Lycée National de Korça ou Lycée français ouvre ses portes le 25 octobre 1917 par décision du gouvernement de la République autonome de Korça. La langue utilisée est le français, comme dans les 150 écoles élémentaires qui seront ouvertes par les autorités militaires.

¹³Stephane Popescu, op.cit.

¹⁴Jean-Yves Le Naour, *ibid.* p.155.



Ancien lycée français
© Olivier Farret 2023

Le lycée diffuse la culture française et les valeurs européennes et sera le seul d'Albanie pendant tout l'entre-deux-guerres. Vital Gerson en est le premier directeur. Les noms des professeurs français Xavier de Courville, spécialiste du théâtre du XVIII^e siècle, André Bregeault, ancien ambassadeur de France en Russie, Jacques Vinckler, pianiste de talent et d'autres, restent gravés dans l'histoire du Lycée¹⁵. Parmi ceux-ci, plusieurs en seront directeurs et seront nommés Chevaliers de l'Ordre de Skanderbeg¹⁶.

Des étudiants de toute l'Albanie fréquenteront le lycée. La plupart des élites albanaises y seront formées. Enver Hoxha (1908-1985), le futur dictateur stalinien, en fut l'élève, avant d'y revenir y donner des cours de morale à la fin des années 1930. L'un de ses condisciples, Adem Beli, brillant universitaire à Bologne puis à Toulouse dans l'ingénierie agraire, a occupé de hautes fonctions au sein de l'Etat albanais, avant d'être arrêté en 1946 et condamné à 20 ans de réclusion pour ses convictions occidentales.

En 1939, les troupes italiennes envahissent l'Albanie, entraînant la fuite du roi Zog et l'installation d'un gouvernement fantoche obligé de reconnaître comme gouvernant le roi Victor-Emmanuel III. En juin, l'Albanie avait disparu comme État indépendant¹⁷.

Le lycée français est fermé entraînant le départ du corps enseignant français.

Le vieux bâtiment de l'ancien lycée français abrite aujourd'hui le Lycée Raqi Quirinxi¹⁸. Le 25 octobre 2017, l'Ambassade de France participait aux cérémonies organisées par la Mairie de Korça et le Lycée pour célébrer le centenaire de la création du lycée national de Korça.

¹⁵Albert Zholi, Lycée de Korca, une histoire spécifique de l'éducation en Albanie, <https://gazetalevizia.com/> Albert-Zholi-lieu-i-Korcë. Traduction en français par Google.

¹⁶L'ordre de Skanderbeg est un ordre chevaleresque en l'honneur de George Castriot Skanderbeg, un héros national du XV^e siècle connu pour sa résistance face à l'Empire ottoman. L'Ordre a été fondé en 1925 par le président albanais Ahmed Zogu, couronné roi en 1928, sous le nom de Zog I^{er}.

¹⁷Dennis P. Hupchick, Harold E. Cox, *Les Balkans, Atlas historique*, Ed. Economica, 2008, p.90.

¹⁸Ouest France, *Korcë l'albanaise cultive le souvenir de la France*, 22 décembre 2016, source : Gallica.Bnf.fr

Le cimetière militaire français de Korça

Une des traces les plus visibles de la présence française à Korça est le cimetière militaire français. Dispersés sur tout le territoire, les sépultures des soldats français y ont été rassemblées dans les années 1930. Ce cimetière regroupe les corps de 640 soldats français de l'infanterie coloniale de l'armée d'Orient présente à Korça de novembre 1916 à mai 1920. Ils sont aussi bien français que malgaches, burkinabés ou vietnamiens. Certains furent tués dans les combats contre les Bulgares lors de la prise de Pogradec, le 13 septembre 1917, par le 1^{er} régiment de spahis marocains. Cependant, la plupart sont décédés de maladies à l'hôpital militaire français de Korça. Cette région était une des zones les plus à risque de paludisme. En 1917, une étude menée par la Mission antipaludéenne a permis d'analyser le degré d'infection de la population et d'instaurer une grande campagne de sensibilisation contre le risque palustre. Sous l'initiative de l'Ambassade de France, ce cimetière a été inauguré en 1938. Au centre de la nécropole, un sobre monument est dédié aux 640 soldats Morts pour la France. Le 23 juin 2014, l'Ambassadeur de France inaugurerait devant la presse, avec le maire de Korça, les panneaux d'information nouvellement installés dans le cimetière.



Drapeau de la République autonome de Korça
© <https://www.kultplus.com>

KETU PREHEN
640 USHTARE
TE USHTRISE
FRANCEZE TE
VDEKUR PER
ATDHEUN E TYRE
1916 - 1918



ICI REPOSENT
640 SOLDATS
DE L'ARMEE
FRANCAISE
MORTS POUR
LEUR PATRIE
1916 - 1918



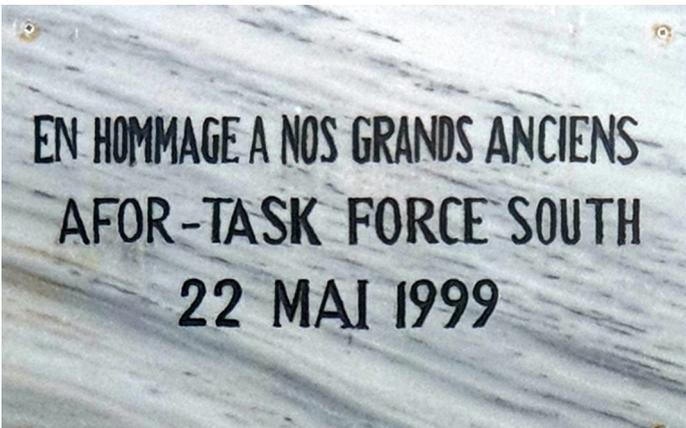
Cimetière militaire français de Korça
© Olivier Farret 2023



Cimetière militaire français de Korça
© Olivier Farret 2023



Cimetière militaire français de Korça
© Olivier Farret 2023



Plaques d'hommage aux Poilus de l'Armée d'Orient
© Olivier Farret 2023

Plus d'un siècle après la Première Guerre mondiale, le souvenir de la présence française ne s'est pas estompé. La langue française est parlée ou comprise encore aujourd'hui par un grand nombre d'habitants de Korça. Les Albanais continuent de qualifier Korça de « Petit Paris »¹⁹. Sur le plan linguistique, l'influence de la langue française sur le lexique albanais est encore très présente notamment sur le plan sémantique de l'art de la table ou d'autres aspects de la vie quotidienne. Le réseau des Alliances françaises en Albanie est important, soutenu par l'Ambassade de France, comme en témoigne le *Printemps de la Francophonie* qui se tient chaque année à Tirana et dans les grandes villes du pays.

Le développement touristique est en plein essor et la ville, consciente de sa richesse patrimoniale, a voulu cependant effacer les années de dictature. La résidence d'Enver Hoxha au temps où il était professeur au lycée français a été rasée. Cependant, les témoignages de l'une des dictatures les plus fermées du monde sont encore très visibles. Craignant une invasion, Hoxha avait fait construire plus de 700 000 bunkers partout dans le pays, soit un pour quatre habitants. Ils sont encore présents dans les jardins publics, ou le long des avenues des villes d'Albanie comme Tirana, la capitale, ou Korça.

MGI (2s) Olivier Farret

¹⁹Lors d'une visite, Auguste Dozon, consul de France, avait appelé cette ville « un petit Paris de l'Orient ».



Bunker dans un jardin public de Korça
© Olivier Farret 2023

Les tombes des soldats français Morts pendant la Grande Guerre

Le nombre des soldats morts au cours de la guerre de 1914-1918 est estimé à 1 350 000.

Au début de la guerre, les morts au combat sont placés dans des fosses communes. Ceux des blessés et des malades qui meurent à l'hôpital sont enterrés dans les cimetières voisins.

La loi du 29 décembre 1915 accorde une sépulture perpétuelle aux soldats morts pour la France et celle **du 31 juillet 1920** crée des nécropoles nationales pour les regrouper. Aujourd'hui, 740 000 corps reposent dans 267 nécropoles en France, parmi lesquels 88 % sont ceux de soldats de la Grande Guerre. Dans 78 pays étrangers, des cimetières français regroupent 197 000 soldats tués sur les fronts extérieurs.

Les tombes sont la plupart du temps surmontées d'une croix et, pour les soldats qui n'étaient pas chrétiens ou se disaient agnostiques, d'une stèle pour l'indiquer. Sur chaque tombe, une inscription donne l'identité du soldat, son unité d'appartenance, la date de son décès et la mention « mort pour la France ».

Dans les nécropoles des ossuaires ont également été ouverts où furent transférés les 240 000 morts retirés des fosses communes et ceux enterrés en plein champ et non identifiés.

À leur demande, les corps de 240 000 soldats furent restitués aux familles, dont 125 000 sont enterrés dans leurs caveaux et 115 000 réunis dans 2 000 carrés militaires des cimetières municipaux.

Enfin, 178 000 corps n'ont pas été retrouvés et n'ont aucune sépulture connue.

Lieutenant-colonel (er) Christian Benoit
Société des amis du musée de l'armée

Officiers du Service de santé militaire et montures attribuées en temps de paix

C'est dans le BO N°100a « Transports par chemins de fer en temps de paix », volume mis à jour au 17 octobre 1921 (Charles-Lavauzelle éditeur) que figure, pages 111 et suivantes, l'état E « indiquant le nombre de chevaux dont les officiers et assimilés de tous grades doivent être pourvus sur le pied de paix », état ayant son origine dans un décret du 21 février 1910.

L'état en question énonce les grades et emplois concernés, le nombre de chevaux correspondant (avec une colonne « Intérieur » et une colonne « Algérie-Tunisie ») ainsi qu'une place pour les observations.

Après les Etats-majors et les Corps de troupe, vient le tour du service de santé.

Le document est généreux avec les titulaires du grade de Médecin inspecteur général et de Médecin inspecteur, qui se voient attribuer chacun deux chevaux.

Le Médecin-major de 1^{ère} ou de 2^{ème} classe, tout comme le Médecin aide-major, qu'il soit des corps de troupe d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie ou du génie, de la garde républicaine, des sapeurs-pompiers de Paris, des escadrons de Train des Equipages militaires ou des écoles se voit attribuer en principe un seul cheval.

Et c'est là que la précision administrative va jouer, en ce qui concerne les Médecins-majors de 2^o classe, avec une utilisation spécifique de la colonne « observations » :

« Le médecin-major de 2^{ème} classe attaché à la direction du service de santé au ministère de la guerre, le médecin-major de 2^{ème} classe attaché à l'état-major de la place de Paris et à la direction du service de santé du Gouvernement militaire de Paris et les médecins-majors de 2^{ème} classe adjoints aux directions du service de santé des 8^{ème}, 16^{ème} et 19^{ème} corps d'armée¹, de la division d'Alger et de la division d'occupation de Tunisie, qui doivent également assurer le service médical aux hôpitaux de Bourges, Montpellier, d'Alger et de Tunis, et le médecin aide-major de 1^{ère} classe, adjoint au médecin-major de 1^{ère} classe chargé du service médical de la place de Lyon reçoivent une monture.

N'ont pas droit à une monture les médecins-majors de 2^{ème} classe et aides-majors ci-après désignés :

-Professeurs agrégés et surveillants du Val-de-Grâce
-Répétiteurs et surveillants à l'Ecole du service de santé militaire ; attachés à l'Ecole de gymnastique, aux Ecoles militaires préparatoires d'infanterie, à l'orphelinat Hériot² ».

COL (h) Jean-Pierre Capel

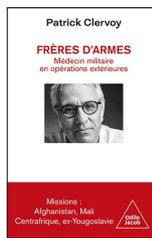


¹Sièges à Bourges, Montpellier et Alger.

²Créé par le Cdt Zacharie Olympe Hériot (1833-1899) à La Boissière (Yvelines) l'orphelinat accueillait de 1887 à son transfert à l'Éducation nationale en 1966 (et fermeture en 2022) les enfants de 5 à 13 ans orphelins de guerre ou Enfants de Troupe.

Lu pour vous

Frères d'armes. Médecin militaire en opérations extérieures, Patrick CLERVOY Éditions Odile Jacob, 2024 (230 pages)



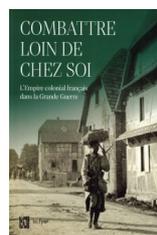
L'auteur, médecin militaire, a participé aux principales « opérations extérieures » de l'armée française : Afghanistan, Mali, Centrafrique, ex-Yougoslavie. Son récit est un témoignage saisissant du rôle du médecin chargé d'intervenir, en temps de guerre, auprès des soldats et des populations locales. Ne cachant rien des

blessures et des traumatismes, ce texte raconte la réalité de la guerre sur le théâtre des opérations. Il donne à comprendre les notions de devoir, d'engagement et de dévouement qui font des soldats des hommes à part, animés par des valeurs puissantes.

Patrick Clervoy est médecin psychiatre, professeur agrégé du Val-de-Grâce. Il est l'auteur d'ouvrages sur les traumatismes psychiques et les mécanismes inconscients de violences collectives. Il a publié aux éditions Odile Jacob : « Les Pouvoirs de l'esprit sur le corps », « Vérité ou Mensonge », « Le Hasard enchanté et les Forces de l'espoir ».

Jean-Dominique Caron

Combattre loin de chez soi. L'Empire colonial français dans la Grande Guerre Musée de la Grande Guerre. In Fine éditions, 2024 (200 pages)



Dans le cadre de l'exposition « Combattre loin de chez soi. L'Empire colonial français dans la Grande Guerre » (6 avril - 30 décembre 2024), le Musée de la Grande Guerre a édité un ouvrage développant les différents thèmes de l'exposition.

La Grande Guerre n'a pas épargné les territoires d'outre-mer : la France fait appel à son empire colonial pour soutenir l'effort de guerre, appelant les hommes à combattre ou à travailler en Europe et imposant également les mêmes souffrances aux populations de l'arrière. Tirailleurs sénégalais, spahis algériens, ouvriers indochinois..., autant d'hommes venus des colonies, recrutés volontairement ou non, sont alors engagés sur les différents fronts de la Grande Guerre. Cet ouvrage propose de comprendre et de faire connaître l'engagement et l'apport de ces hommes dans le premier conflit mondial (4^e de couverture).

L'AAMSSA a contribué à la rédaction de ce livre, avec un chapitre écrit par son président : « **Le soutien sanitaire des troupes coloniales** » (p. 107 – 117). Le Service de santé des troupes coloniales (SSTC) a pour missions essentielles de sélectionner, avant leur départ de leur terre d'origine, les soldats les plus aptes sur le plan physique et indemnes de maladies épidémiques et de prodiguer les soins aux combattants ultra-marins. En France, des structures hospitalières adaptées aux origines ethniques sont dédiées aux soldats d'outre-mer. Sur le front d'Orient, le SSTC et le Service de santé des forces métropolitaines ont lutté contre un grave péril, celui du paludisme.

Olivier Farret



Musique au Val-de-Grâce

Église du Val-de-Grâce

XXXII^{ème} saison d'orgue • XXVII^{ème} saison des Heures Musicales

Responsable de la saison : Hervé Désarbre, organiste du ministère des Armées



Saison musicale 2024/2025 du Val-de-Grâce

6 octobre : Bougies...

De Louise Labé à Georges Charpak

Caroline Lupovici, piano • Hervé Désarbre, orgue • Quintette de cuivres European Brass

3 novembre : Une histoire du cool !

À contre-courant de l'agitation, du clinquant et de la hype autoproclamée, loin du stress, de la bousculade et de la précipitation, voici le cool, comble de l'exotisme, du jubilatoire et du polymorphe !

Pierre-Marie Bonafos, saxophone • Bertrand Ferrier, orgue

17 novembre : concert du Bleuet de France

Sous le parrainage du gouverneur militaire de Paris et de la directrice générale de l'ONACVG

Sextuor de clarinettes de la Musique de la Garde républicaine • Ensemble vocal du lycée Jean de la Fontaine (Paris XVI^e) • Association « Santé, Armées et Arts, dite Sant'Arts » • solistes réservistes citoyens

1er décembre : Le vent du Nord

La musique du pays de Grieg, en provenance de Bodø, capitale européenne de la culture

George Chittenden, organiste titulaire de la cathédrale de Bodø

5 janvier : Le Grand Éclair

A l'occasion des 50 ans de la disparition de Dimitri Chostakovitch (1906-1975)

Caroline Lupovici, piano • Hervé Désarbre, orgue • Ensemble Les Éphémérides, Jean Thorel, direction

La marraine du concert est Madame Irina Chostakovitch

2 février : Dans mon cœur, il est une étoile...

Vers tiré de l'opérette écrite en cachette par Germaine Tillon, à Ravensbrück, à l'occasion des 80 ans de la libération des camps

Musique de la Garde républicaine, capitaine Frédéric Foulquier, direction

2 mars : Nos héros

Autour du sergent Maxime Blasco, du médecin-capitaine Marc Laycuras, du colonel Arnaud Beltrame et des sapeurs-pompiers de la BSPP péris au feu

Ensemble à vent de l'Harmonie de la BSPP • Orchestre à cordes de la Garde républicaine, colonel Sébastien Billard, direction

6 avril : Le chevalier à la peau de panthère

A l'occasion des 60 ans de la nouvelle traduction du vaste poème géorgien éponyme couronnée par l'Académie française

Nino Barkalaya, piano (Tbilissi) • Ensemble vocal Marani

4 mai : Les animaux au front

Autour du pigeon Vaillant, cité à l'ordre de la Nation, du cheval Warrior, titulaire de la Légion d'honneur et de la Croix de guerre, du chien Flambeau, vaguemestre, et des moutons ayant participé au déminage des plages de Normandie

Harmonie Deschamps, soprano, Pierre Cussac, accordéon, Benjamin Pras, orgue et piano, nn. récitant, nn. Clarinette, nn. violoncelle

1er juin : Rose, qui n'avait jamais peur

Rose Héré (1862-1945) est une domestique bretonne connue pour avoir sauvé des marins naufragés et devenue une héroïne nationale

Chœur de l'Armée française, commandant Émilie Fleury, direction

Entrée libre



Recommandations aux auteurs

PRÉSENTATION ET CONSEILS DE RÉDACTION

Le texte doit être fourni interligne simple au format Word 97 (ou versions plus récentes) pour PC (extension .doc ou .docx). Éviter impérativement les fichiers PDF. Les règles typographiques sont les règles en usage dans l'édition. Les titres de paragraphes devront être distingués, les éléments importants pourront éventuellement être soulignés.

ICONOGRAPHIE

Les images, graphiques, tableaux doivent parvenir au format image (un fichier par image), ils doivent être appelés dans le texte par numéro et accompagnés d'une légende courte et précise et du ©. Les légendes doivent être soumises sur un document à part. Ne sont acceptées que les images numériques d'une qualité suffisante, à savoir largeur minimum de 8 cm avec une résolution minimum de 300 dpi (pixels par pouce), dans la plus haute définition possible, transmises dans un fichier par photo, dans un format de fichier .jpg, .bpm ou .tif.

Adhésion 2024

Le trésorier vous rappelle que la cotisation 2024, dont le montant, inchangé, est de 35 euros ou 50 euros pour un couple, 20 euros pour les moins de 30 ans peut être réglé par chèque postal ou bancaire, par virement (ou par versement en espèces lors des manifestations organisées par l'association) et fait l'objet de la délivrance de la carte d'adhérent, permettant l'accès gratuit au musée du Service de santé des armées, ainsi que d'un reçu permettant la prise en compte pour l'obtention d'une réduction sur le montant de l'impôt sur le revenu.

IBAN : FR76 3000 3033 5000 0372 8151 295 - BIC : SOGEFRPP

<https://www.fondation-patrimoine.org/les-projets/eglise-notre-dame-de-la-nativite-du-val-de-grace>

Au 31 août 2024, près de 130 000€ de dons couvrent 26% du montant de la souscription de 500 000€.